



PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

PREFECTURE

Direction de la Citoyenneté, de la légalité
et de l'Environnement

Bureau des Installations et Travaux réglementés
pour la Protection des Milieux

Dossier suivi par : M ARGUIMBAU

Tél. : 04.84.35.42.68

N° 200-2018 MED

Marseille le

13 JUL. 2018

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

à l'encontre de la Société KEM ONE pour l'exploitation de son usine sise à Lavéra
sur la commune de Martigues

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,

VU le titre 1er du livre V du code de l'environnement, et notamment son article L. 171-8

VU l'arrêté préfectoral du 31 mars 2008 autorisant la société Arkema France, à étendre l'atelier de production de chlorure vinyle monomère, sur le site de Lavera, sur le territoire de la commune de Martigues,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 novembre 2010, visant à acter le suivi environnemental réalisé et à mettre à jour les valeurs limites d'émissions applicables, concernant l'atelier d'électrolyse situé au niveau de l'établissement implanté à Lavéra et appartenant à la société Arkema France,

VU l'arrêté préfectoral n° 329-2012 CE du 26 juin 2012 portant changement d'exploitant au profit de la Société DIFI7 des installations de production de chlore et de chlorure de vinyle monomère précédemment exploitées par la société ARKEMA France sur la commune de Martigues Lavéra,

VU le rapport de la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 31 mai 2018,

VU l'avis du sous-préfet d'Istres en date du 8 juin 2018,

VU la procédure contradictoire lancée le 11 juin 2018 et les compléments apportés par le pétitionnaire par courriels des 15 juin, 26 juin 2018 et du 5 juillet 2018,

VU le courriel de l'inspection des installations classées en date du 12 juillet 2018,

Considérant que les dispositions de l'article 4.3.9.2 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2008 et de l'article 11.1 de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2010 définissent des valeurs limites d'émission pour les rejets d'eaux résiduaires des unités exploitées par la société KEM ONE,

Considérant que l'auto-surveillance réalisé par la société KEM ONE met en exergue sur la période d'avril 2017 à mars 2018, que les rejets des eaux résiduaires de son établissement ne respectent pas les prescriptions techniques mentionnées aux articles 4.3.9.2 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2008 et 11.1 de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2010, et notamment les valeurs limites d'émission en aluminium+fer en sortie des unités « Chloé » ainsi que les valeurs limites d'émission en débit, pH, MES, Cl₂ en sortie des unités « Electrolyse »,

Considérant que les résultats du contrôle inopiné des rejets des eaux résiduaires des unités exploitées par la société KEM ONE réalisé en novembre 2017 mettent en exergue que les prescriptions techniques mentionnées aux articles 4.3.9.2 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2008 ne sont pas respectées, notamment en ce qui concerne les rejets en aluminium+fer,

Considérant que le non-respect des dispositions des articles 4.3.9.2 et 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2008 et de l'article 11.1 de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2010 est susceptible d'entraîner des risques ou inconvénients vis-à-vis de l'environnement, de la santé et de la salubrité publiques,

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société KEM ONE de respecter les dispositions des articles 4.3.9.2 et 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2008 et de l'article 11.1 de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2010 susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Bouches du Rhône,

ARRETE

Article 1^{er}

La société KEM ONE dont le siège social est situé au 210 avenue Jean Jaurès – CS 90725, 69367 Lyon Cedex 07, est mise en demeure, pour son établissement situé à Lavéra, de respecter, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 4.3.9.2 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2008 relatives au paramètre Fer, Aluminium et composés et 11.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 novembre 2010 relatives aux paramètres débit, pH, MES et Chlore libre.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations mentionnées à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de MARSEILLE, par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

Article 4

- La Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - Le Sous-Préfet d'Istres,
 - Le Maire de Martigues,
 - La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
 - Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé PACA - Délégation territoriale des Bouches-du-Rhône,
 - Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département des Bouches-du-Rhône.

Marseille le

13 JUIL. 2018

Pour le Préfet
et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe



Maxime AHRWEILLER

